

77% des personnes qui sortent de la pauvreté le font grâce à des initiatives individuelles

[Source : Moving Out of Poverty, Patti & Kapoor, 2009]



Le rappel des objectifs

- Une mobilisation internationale massive pour une priorité à l'énergie permettant l'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé, à l'agriculture, à l'emploi et à la sécurité.
- Une analyse précise avec tous les acteurs politiques et opérateurs africains, ainsi qu'avec les financeurs de long-terme publics et privés, d'où il ressort qu'un plan massif d'électrification du continent africain est non seulement indispensable mais faisable sous la condition de changer de méthode et d'ampleur dans l'action, tellement le défi est immense et urgent.
- Conséquence indispensable : une déclaration unanime de tous les chefs d'État africains confirmant que l'énergie est leur priorité absolue dans l'aide au développement et leur accord pour créer un instrument commun et dédié pour piloter cette priorité.
- Un changement de méthode dans l'aide au développement en créant un outil unique dédié à l'accélération de l'électrification en Afrique dans le cadre d'un nouveau partenariat Afrique-Europe, sous présidence et leadership africain, étendu ensuite aux autres soutiens financiers et donateurs.
- Une amplification de l'ensemble des financements internationaux, non seulement de long-terme ou concessionnel mais également des subventions permettant des financements prévisibles, garantis, et pérennes.

L'objectif est atteint

Côté politique

- Engagement sans faille du Président de la République française, Monsieur François Hollande, et de Madame Ségolène Royal, Présidente de la COP21.
- Délibération des 54 chefs d'État africains en juin 2015 affirmant :
 - la priorité absolue à l'énergie,
 - la volonté unanime de créer un instrument dédié sous pilotage africain et en partenariat avec l'Europe.
- Délibération du Parlement panafricain le 7 octobre 2015 soutenant à l'unanimité cette volonté.
- Désignation d'un chef d'État porte-parole coordinateur, le Président Alpha Condé (janvier 2016) pour pouvoir négocier avec l'Europe.
- Lettre de mission du Président Alpha Condé à son Excellence Ousmane Sylla, ambassadeur de la République de Guinée en Belgique et à Jean-Louis Borloo (mars 2016) pour négocier avec la Commission européenne.

- Différentes réunions avec la Commission à Bruxelles et à Conakry.
- Délibération de principe pour la création de l'AREI et orientation pour sa gouvernance.
- Accord unanime lors du Sommet Afrique à Marrakech le 16 novembre 2016 pour en faire une priorité avec un engagement du Maroc.
- Décision définitive de la création de l'AREI lors du Sommet de l'Union africaine du 31 janvier 2017.

Côté financeurs

- Engagements financiers lors de la COP21 réitérés à la COP22.
- Lancement du Fonds financier d'urgence pour l'Afrique (1,8 milliard d'euros à la Valette).
- Plan de financement extérieur de l'UE dit Juncker II avec un potentiel de 44 milliards d'euros.
- Une enveloppe de 2,5 milliards d'euros d'ici 2020 de l'Europe pour soutenir le développement des énergies renouvelables en Afrique subsaharienne.
- Engagement de la France de 2 milliards d'euros, portés à Bamako à 3 milliards.
- Canada : 150 millions de dollars par an.
- Accord de la Commission européenne (DEVCO), réunion avec Stefano Manservigi, Alpha Condé et Jean-Louis Borloo à Conakry pour étudier une hypothèse complémentaire de 3 milliards par an.
- Mobilisation de la BAD annonçant 12 milliards de dollars dans les 10 prochaines années pour favoriser l'accès à l'énergie en Afrique.
- Nouveaux engagements bilatéraux de certains États européens.
- Mobilisation de Rémy Rioux, Directeur général de l'AFD, prévoyant une augmentation de 50 % de ses interventions.
- Protocole d'accord signé entre la Fondation Alwaleed Philanthropies et Energies pour l'Afrique pour mobiliser les fondations philanthropiques mondiales.

Côté gouvernance

- Le conseil d'administration de l'instrument dédié, l'AREI, a été mis en place au Sommet d'Addis Abeba les 30 et 31 janvier avec un représentant de chaque sous-région africaine, sous présidence d'Alpha Condé et en intégrant deux places (une pour la Commission européenne, l'autre pour Ségolène Royal, en sa qualité de Présidente de la COP21).

- L'équipe de pilotage est en cours de recrutement, le fonctionnement est assumé à hauteur de 8 millions d'euros par l'Europe, la France, l'Allemagne.
- Le Président Alpha Condé a été élu Président de la Conférence des chefs d'État de l'UA à Addis Abeba. Il cumule la fonction de coordinateur Afrique, Président de l'AREI, et Président de l'UA.

Dans son discours comme nouveau Président de l'Union africaine, le Président Alpha Condé rappelait l'absolue nécessité du plan d'électrification de l'Afrique. À n'en pas douter, ce devrait être un pilier très important du prochain Sommet Afrique-Europe en novembre 2017.

Le nouveau Président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki Maamar, ancien Ministre des Affaires Étrangères du Tchad, est, comme le Président Idriss Déby Itno, un grand partisan d'un tel projet.

En quelques mots, le Conseil d'administration d'Energies pour l'Afrique, réuni le 9 février 2017, a acté que la mission de mobilisation est accomplie, les instances de gouvernance sont mises en place – en témoigne notamment le Conseil d'administration de l'AREI tenu en marge du Sommet d'Addis-Abeba). Energies pour l'Afrique a informé les instances françaises (Assemblée nationale, Sénat, gouvernement, Élysée, Ministères, etc.) ainsi que tous les partenaires privés de l'atteinte de l'objectif.

Le Conseil félicite les équipes, les bénévoles et tous ceux qui ont participé à ce succès.

Jean-Louis Borloo et le Conseil d'administration remercient tous les chefs d'État et de gouvernement africains, ainsi que leurs Ministres, les parlementaires français, européens et panafricains, les Commissaires et les équipes de la Commission DEVCO et Energie/climat, tous les partenaires.

Jean-Louis Borloo a félicité le Président Alpha Condé pour son élection à la tête de l'Union africaine, la confirmation de ce rôle de coordinateur pour l'électrification en Afrique et sa désignation à la présidence de l'AREI. Il l'a remercié très chaleureusement pour la très grande énergie qu'il a développé depuis un an pour faire aboutir ce processus.

Le Président Alpha Condé a répondu à ce message de félicitation et **a apporté tout son soutien à l'action d'Energies pour l'Afrique et a souhaité que nous poursuivions nos efforts jusqu'au Sommet d'Abidjan**, point d'orgue d'un traité Europe-Afrique. Le Président a souhaité que l'accent y soit mis sur l'énergie et, de manière subsidiaire, sur l'éducation et la formation.

Nous resterons donc engagés au moins jusqu'en novembre 2017. À la fin de l'année 2017, nous envisagerons ensemble, avec le Conseil d'administration et les partenaires, la suite à donner à notre action.